

Art. 7. Toute personne qui, en raison de sa fonction, est associée à la collecte, au traitement ou à la transmission des données est tenue de respecter leur caractère confidentiel. Ne seront communiquées en aucun cas, les données susceptibles de nuire à la vie privée des personnes.

Art. 8. Aux équipes de l'inspection médicale scolaire établies à :

Hasselt, dans le centre agréé n° 7106;

Bruges, dans le centre agréé n° 3102;

Courtrai, dans le centre agréé n° 3402;

Hal, dans le centre agréé n° 2120;

Heverlee, dans le centre agréé n° 2202;

Bruxelles, dans le centre agréé n° 2125,

est allouée une subvention unique de 25 000 F pour les données qu'elles transmettent au titre de l'année scolaire 1990-1991.

Art. 9. Le présent arrêté est en vigueur du 1er septembre 1991 au 31 août 1994.

Bruxelles, le 16 septembre 1991.

H. WECKX

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 3476

19 JUILLET 1991. — Décret portant assentiment de l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la République du Burundi, fait à Bruxelles le 8 mai 1991 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la République du Burundi, fait à Bruxelles, le 8 mai 1991, sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

Accord de coopération entre l'Exécutif de la Communauté française de Belgique et la République du Burundi

L'Exécutif de la Communauté française de Belgique, d'une part et le Gouvernement de la République du Burundi, ci-après dénommé « le Gouvernement du Burundi », d'autre part;

- Animés du désir de renforcer l'amitié qui unit les peuples des Parties contractantes;
- Persuadés que la coopération dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la culture, de la santé, des affaires sociales et de la recherche scientifique pourra contribuer à affermir davantage les liens existant entre les peuples qu'ils représentent et à développer la connaissance et la compréhension mutuelles,

sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}

Dans la mesure de leurs possibilités, les Parties contractantes mettront à la disposition des étudiants, des spécialistes ou des scientifiques qualifiés de l'autre Partie, des bourses d'études, de recherche et de stages en vue de leur formation, de leur perfectionnement ou de l'exécution de travaux de recherche. Ces bourses seront liées à des projets.

(1) Session 1990-1991.

Documents du Conseil. — Nos 209. — n° 1 : Projet de décret. — n° 2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 10 juillet 1991.

Article 2

Pour améliorer la connaissance et l'appréciation mutuelle de leurs cultures respectives, les Parties contractantes s'efforceront, selon leurs possibilités et sur la base de la réciprocité, de faciliter :

- a) les tournées des artistes et des ensembles;
- b) l'organisation de concerts, de représentations théâtrales et autres manifestations artistiques;
- c) la réalisation d'expositions ainsi que l'organisation de conférences et de cours;
- d) l'organisation de séjours de représentants de divers secteurs de la vie culturelle, de l'éducation et de la recherche;
- e) l'encouragement de contacts dans les domaines de l'édition et de la gestion des droits d'auteurs, des bibliothèques, des archives, des musées en vue de leur promotion et mise en valeur, ainsi que les échanges d'experts et de matériel;
- f) la publication des traductions d'œuvres littéraires, et d'ouvrages scientifiques et techniques;
- g) l'encouragement à la diffusion d'œuvres littéraires, scientifiques et techniques;
- h) l'établissement de conventions de coopération entre les institutions culturelles et scientifiques;
- i) la formation des divers personnels œuvrant au développement culturel;
- j) l'octroi de bourses d'études et de stage pour les communicateurs, journalistes de la presse écrite, audiovisuelle et d'agence, animateurs, producteurs et autres techniciens de la radio et la télévision.

Article 3

Dans les domaines du cinéma, de la télévision et de la radio, les Parties contractantes appuieront, dans la mesure de leurs possibilités, la coopération entre les organismes concernés de leur pays ainsi que les échanges de films et d'autres productions audiovisuelles.

Article 4

Les Parties contractantes s'efforceront de promouvoir la coopération entre les organisations de jeunes, les institutions d'éducation extra-scolaire de la jeunesse, les échanges de jeunes et les mouvements d'éducation permanente.

Article 5

Les Parties contractantes développeront également leur coopération dans le domaine du sport notamment par l'échange de pratiquants, de spécialistes et d'entraîneurs.

Article 6

Les Parties contractantes développeront leur collaboration dans les domaines de la santé et de la politique sociale notamment par l'échange d'experts et le soutien à des projets de coopération scientifique.

CHAPITRE II. — *Prérogatives des Parties vis-à-vis des experts*

Article 7

a) La Communauté française de Belgique aura le droit de rappeler son expert après consultation et accord des Autorités burundaises. Un tel rappel ne doit pas compromettre l'exécution du programme auquel le(s) expert(s) est(sont) affecté(s).

b) Le Gouvernement du Burundi aura le droit de mettre fin aux services d'un expert et aura le droit de demander à la Communauté française de Belgique de le rappeler si son comportement personnel et/ou professionnel justifie une telle mesure.

CHAPITRE III. — *Exécution de l'Accord*

Article 8

Les actions spécifiques à réaliser dans le cadre du présent Accord feront l'objet d'une programmation biennale acceptée par les deux Parties. Les représentants des Parties contractantes se réuniront à tour de rôle dans un des deux pays pour établir le plan et faire le bilan des échanges réalisés dans le cadre du présent Accord et pour élaborer les recommandations visant à développer davantage la coopération bilatérale. A cet effet, une commission Burundi-Communauté française de Belgique de programmation et d'évaluation a été instituée.

Article 9

Les équipements, véhicules et autres biens fournis par la Communauté française de Belgique en vue de la mise en œuvre des actions spécifiques retenues de commun accord seront admis en franchise de tous droits et taxes à l'importation.

Article 10

Les experts de la Communauté française de Belgique envoyés dans le cadre de l'exécution du présent Accord seront exemptés des droits à l'importation sur les effets personnels neufs ou usagés importés dans les six mois qui suivent leur entrée au Burundi. Le mobilier et les équipements professionnels desdits experts seront admis en importation temporaire à condition qu'ils soient réexportés au moment de leur départ ou dans les délais convenus avec le Gouvernement du Burundi.

Article 11

Le Gouvernement du Burundi accordera aux experts de la Communauté française de Belgique, une autorisation d'entrée, de séjour et de sortie du pays conformément aux dispositions des lois relatives à l'immigration et l'émigration en vigueur au Burundi.

CHAPITRE IV. — *Règlement des différends*

Article 12

Tout litige pouvant surgir de l'application et/ou de l'interprétation du présent Accord sera réglé à l'amiable ou par tout autre mode de règlement convenu entre les Parties contractantes.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Article 13

a) Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle le Gouvernement du Burundi et l'Exécutif de la Communauté française de Belgique auront notifié l'un à l'autre, par écrit, qu'il a été satisfait aux formalités juridiques requises chacun en ce qui le concerne.

b) Le présent Accord restera en vigueur pendant une période de cinq (5) ans et sera renouvelable par tacite reconduction pour des périodes analogues, à moins que l'une des Parties n'ait notifié à l'autre par écrit et au moins six (6) mois à l'avance son intention d'y mettre fin.

Il pourra être amendé à la demande de l'une des Parties contractantes moyennant accord de l'autre.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord en double original en langue française, les deux textes faisant également foi.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 8 mai 1991.

Pour le Gouvernement de la République du Burundi :

Pour M. Cyprien MBONIMPA,
Ministre des Relations extérieures et de la Coopération,
Julien NAHAYO,
Ambassadeur du Burundi en Belgique.

Pour l'Exécutif de la Communauté française de Belgique :

Jean-Pierre GRAFE
Le Ministre des Relations internationales.

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 3476

[S-C — 29585]

19 JULI 1991. — Decreet houdende toestemming in het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap van België en de Republiek Burundi, opgemaakt te Brussel op 8 mei 1991 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Exécutieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap van België en de Republiek Burundi, opgemaakt te Brussel op 8 mei 1991, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

De Minister Van Sociale Zaken en Gezondheid,
F. GUILLAUME

Samenwerkingsakkoord tussen de Executieve van de Franse Gemeenschap van België en de Republiek Burundi

De Executieve van de Franse Gemeenschap, enerzijds, en
De Regering van de Republiek Burundi, hierna « de Regering van Burundi » genoemd, anderzijds;
Bezield met de wens de vriendschapsbanden tussen de volkeren van de akkoordsluitende Partijen te verstevigen,

(1) Zitting 1990-1991.

Stukken van de Raad. — Nrs 209. — nr. 1 : Ontwerp van decreet. — nr. 2 : Verslag.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 10 juli 1991.

Overtuigd dat de samenwerking op het gebied van onderwijs en opvoeding, vorming, cultuur, gezondheid, sociale zaken en wetenschappelijk onderzoek, zal kunnen bijdragen tot de versterking van de banden die bestaan tussen de volkeren die ze vertegenwoordigen en tot beter wederzijds begrip en kennis, zijn het volgende overeengekomen :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Binnen de perken van haar mogelijkheden, stelt de ene Partij studie-, onderzoeks- en stagebeurzen ter beschikking van de studenten, deskundigen en geschoolde wetenschapsmensen van de andere Partij, met het oog op hun vorming, vervolmaking of op de uitvoering van onderzoekswerken. Deze beurzen gaan gepaard met projecten.

Art. 2. Met het oog op een betere wederzijdse kennis en waardering van hun respectieve culturen, streven de akkoordsluitende Partijen ernaar, naar gelang van hun mogelijkheden en op grond van het wederkerigheidsprincipe, de volgende initiatieven te ondersteunen :

- a) toernees van artiesten en ensembles;
- b) organisatie van concerten, toneelopvoeringen en andere kunstmanifestaties;
- c) verwezenlijking van tentoonstellingen alsook organisaties van conferenties en cursussen;
- d) organisatie van het verblijf van vertegenwoordigers van verschillende sectoren van het cultuurleven, het onderwijs en de opvoeding, en het onderzoek;
- e) aanmoediging van contacten op het gebied van het uitgeverijbedrijf en het beheer van de auteursrechten, de bibliotheken, de archieven, de musea, met het oog op de bevordering en de herwardering ervan, alsook uitwisseling van deskundigen en materieel;
- f) uitgeven van vertalingen van literaire, wetenschappelijke en technische werken;
- g) aanmoediging van de verspreiding van literaire, wetenschappelijke en technische werken;
- h) sluiten van samenwerkingsovereenkomsten tussen culturele en wetenschappelijke instellingen;
- i) de vorming van de verschillende personeelsdiensten die tot de cultuurontwikkeling bijdragen;
- j) toekenning van studie- en stagebeurzen voor de overbrengers, journalisten van de geschreven, audiovisuele en agentschapspers, animators, producers en andere technici van de radio en de televisie.

Art. 3. Op het gebied van film, televisie en radio, ondersteunen de akkoordsluitende Partijen, binnen de perken van hun mogelijkheden, de samenwerking tussen de betrokken instellingen van hun landen, alsook de uitwisseling van films en andere audiovisuele produkties.

Art. 4. De akkoordsluitende Partijen streven naar de bevordering van de samenwerking tussen de jeugdorganisaties, de instellingen voor buitenschoolse vorming en opvoeding van de jeugd, de organisaties voor uitwisseling van jongeren en de bewegingen voor permanente opvoeding.

Art. 5. De akkoordsluitende Partijen ontwikkelen ook hun samenwerking op sportgebied, inzonderheid door de uitwisseling van sportbeoefenaars, specialisten en trainers.

Art. 6. De akkoordsluitende Partijen ontwikkelen hun samenwerking op het gebied van gezondheid en sociaal beleid, inzonderheid door de uitwisseling van deskundigen en de ondersteuning van projecten inzake wetenschappelijke samenwerking.

HOOFDSTUK II. — *Rechten van de partijen ten opzichte van de deskundigen*

Art. 7. a) De Franse Gemeenschap van België heeft het recht haar deskundige terug te roepen, na overleg met de autoriteiten van Burundi en met de toestemming van deze. Een dergelijke terugroeping mag de uitvoering van het programma waarvoor de deskundige(n) aangewezen is (zijn), niet in het gedrang brengen.

b) De Regering van Burundi heeft het recht de opdracht van een deskundige te beëindigen en heeft het recht de Franse Gemeenschap van België te vragen hem terug te roepen indien zijn gedrag in verband met zijn privé-leven en/of in verband met zijn beroep een dergelijke maatregel rechtvaardigt.

HOOFDSTUK III. — *Uitvoering van het akkoord*

Art. 8. De specifieke acties die in het kader van dit Akkoord te voeren zijn, worden bepaald bij een tweejarige programmatie die door beide Partijen wordt goedgekeurd. De vertegenwoordigers van de akkoordsluitende Partijen vergaderen beurtelings in een van beide landen om het plan en de balans op te maken van de uitwisselingen die in het kader van dit Akkoord werden verricht en om de aanbevelingen uit te werken die tot doel hebben de bilaterale samenwerking beter te ontwikkelen. Daartoe werd een Programmatie- en Evaluatiecommissie Burundi - Franse Gemeenschap van België ingesteld.

Art. 9. De uitrusting, voertuigen en andere goederen geleverd door de Franse Gemeenschap van België met het oog op de uitvoering van de specifieke acties die in gemeen overleg worden beslist, worden vrij van alle invoerrechten en -belasting toegelaten.

Art. 10. De deskundigen van de Franse Gemeenschap van België die in het kader van de uitvoering van dit Akkoord worden gezonden, worden vrijgesteld van de invoerrechten op de nieuwe of oude persoonlijke zaken die worden ingevoerd binnen 6 maanden na hun aankomst in Burundi.

Het meubilair en de beroepsuitrusting van die deskundigen worden bij wijze van tijdelijke invoermaatregel toegelaten, op voorwaarde dat ze worden wederuitgevoerd op het ogenblik van hun vertrek of binnen de termijn die met de Regering van Burundi overeengekomen is.

Art. 11. De Regering van Burundi verleent aan de deskundigen van de Franse Gemeenschap van België een vergunning tot binnentreden, verblijven en verlaten van het land, overeenkomstig de bepalingen van de wetten betreffende de immigratie en de emigratie die in Burundi van kracht zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Oplossing van geschillen*

Art. 12. Elk geschil dat uit de toepassing en/of de interpretatie van dit Akkoord kan voortvloeien, wordt opgelost in der minne of bij elke andere wijze die tussen de akkoordsluitende Partijen wordt overeengekomen.

HOOFDSTUK V. — *Slopbepalingen*

Art. 13. a) Dit akkoord treedt in werking op de datum waarop de Regering van Burundi en de Executieve van de Franse Gemeenschap van België elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat ieder afzonderlijk aan de vereiste juridische formaliteiten heeft voldaan.

b) Dit Akkoord blijft gedurende een periode van vijf (5) jaar van kracht en is voor gelijke periodes met stilzwijgende verlenging hernieuwbaar, tenzij een van de Partijen aan de andere schriftelijk en ten minste zes (6) maanden tevoren kennis heeft gegeven van haar voornemen er een einde aan te maken.

Het kan op aanvraag van een van de akkoordsluitende Partijen worden gewijzigd, mits toestemming van de andere.

Ter bevestiging waarvan de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Akkoord, opgemaakt in twee originele exemplaren in de Franse taal, hebben ondertekend, waarbij beide teksten gelijkelijk rechtsgeldig zijn.

Opgemaakt te Brussel, in tweevoud, op 8 mei 1991.

Voor de Regering van de Republiek Burundi :

Voor de Heer Cyprien MBONIMPA,
De Minister van Buitenlandse Zaken en Samenwerking,
Julien NAHAYO,
Ambassadeur van Burundi in België.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap van België :

Jean-Pierre GRAFE,
Minister van Internationale Betrekkingen.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 3477

[C — 27541]

27 JUIN 1991. — Arrêté de l'Exécutif modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 11 juillet 1990 relatif à la délivrance du permis de chasse et de la licence de chasse

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 11 juillet 1990 relatif à la délivrance du permis de chasse et de la licence de chasse;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant l'impérieuse nécessité de pouvoir organiser la délivrance des permis et des licences de chasse pour le 1er juillet 1991 au plus tard;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne et du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. L'article 2, alinéa 1er, de l'arrêté de l'Exécutif du 11 juillet 1990 relatif à la délivrance du permis de chasse et de la licence de chasse est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le texte, la forme et le mode de validation du permis et de la licence sont déterminés par le Ministre.

La formule est établie pour une période décennale. Après l'expiration de chaque année de validité, le permis peut être validé pour une nouvelle période annuelle en observant les règles fixées pour la délivrance d'un nouveau permis. »

Art. 2. L'article 4, 2^o, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le certificat attestant la réussite de l'examen de chasse cesse d'être valable : »

— lorsque le titulaire est condamné pour une infraction à la loi sur la chasse, sauf si le juge le dispense d'un nouvel examen de chasse;

— lorsque le titulaire n'a pas obtenu de permis durant dix saisons cynégétiques consécutives à compter de la délivrance du certificat ou du dernier permis après le certificat. »

Art. 3. L'article 5 du même arrêté est complété comme suit :

« 6^o ceux pour lesquels il résulte d'une enquête judiciaire ou administrative qu'ils ont obtenu un permis ou une licence antérieurs de manière frauduleuse. »

Art. 4. L'article 12 du même arrêté est remplacé par l'article suivant :

« Article 12. La licence mentionne notamment :

a) les nom, prénom et résidence du titulaire de la licence;

b) les nom, prénom et domicile du titulaire du permis qui a sollicité la licence ainsi que le numéro de son permis;

c) sa période de validité;

d) les communes sur le territoires desquelles elle sera utilisée. »

Art. 5. L'article 16, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le bénéfice de la dérogation visée à l'alinéa précédent n'est plus valable après la saison cynégétique 1991-1992.

Cette disposition dérogatoire cesse de produire ses effets lorsque le bénéficiaire n'a pas obtenu de permis de chasse pendant dix saisons cynégétiques consécutives en Région wallonne. »